

# Le Panorama Hebdomadaire Régional de la Région Hauts-de-France



Réalisé par le service Presse de la Direction  
de l'Information et de l'Accueil

---

---

Du 24 au 30 août 2016

---

---



*Ce Panorama est constitué d'une sélection d'articles issus des presses hebdomadaires régionales et locales du Nord Pas de Calais - Picardie, classés par thème.*

Pour tout complément d'information :

Direction de l'Information et de l'Accueil  
Service Presse  
Postes (4)6741, (4)6742, (4)6744  
[Panoramapresse@nordpasdecalaipicardie.fr](mailto:Panoramapresse@nordpasdecalaipicardie.fr)  
151 Avenue du Président Hoover - Lille



# SOMMAIRE

---

---

## P - EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

(1 article)

---

---

**L'Observateur**  
de l'Arrageois

mercredi 24 au mardi  
30 août 2016

### « La situation économique bénéficie surtout aux jeunes chômeurs »(966 mots)

Corentine Vaillot est directrice de la récente agence Arras Symphorine qui couvre Arras et 79 communes de l'Ouest Arrageois. Elle dresse l'état des lieux...

Page 8

---

---

## VP1 - SOLIDARITÉS AVEC LES TERRITOIRES, CONTRAT DE PLAN ETAT-RÉGIO..

(5 articles)

---

---

**L'Écho**  
de la Lys

jeudi 25 au mercredi 31  
août 2016

### Le nouveau sous-préfet en visite (321 mots)

Parmi ses projets, le maire a présenté l'un des plus importants, concernant l'école Franck Dusautoir : la municipalité souha...

Page 11

**L'Écho**  
de la Lys

jeudi 25 au mercredi 31  
août 2016

### Les espoirs pour la commune (237 mots)

Le maire a également présenté ses espoirs pour l'avenir de sa commune, notamment concernant la construction de la maison de...

Page 12

**CROIX DU NORD**  
HEBDOMADAIRE CHRÉTIEN RÉGIONAL

vendredi 26 août au  
jeudi 1<sup>er</sup> septembre  
2016

### Commune millénaire, la ville-port mise (1140 mots)

Dans une époque d'austérité, la municipalité continue d'investir pour renforcer l'attractivité de la ville. De vastes projets d'am...

Page 13

**CROIX DU NORD**  
HEBDOMADAIRE CHRÉTIEN RÉGIONAL

vendredi 26 août au  
jeudi 1<sup>er</sup> septembre  
2016

### Les grands projets de l'opération « Axe Liane »(473 mots)

Lancée il y a quatre ans, l'opération « Axe Liane » comprend de nombreux projets qui visent à structurer le développement des commu...

Page 15

**CROIX DU NORD**  
HEBDOMADAIRE CHRÉTIEN RÉGIONAL

vendredi 26 août au  
jeudi 1<sup>er</sup> septembre  
2016

### Des trésors maritimes insoupçonnés (612 mots)

Comment Boulogne peut-elle conserver son rang de leader halieutique de niveau international ? Depuis 2009, la Région et la communau...

Page 16

---

---

## VP2 - TRANSPORTS, INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT...

(4 articles)

---

---

  
jeudi 25 au mercredi 31  
août 2016

### Se déplacer toujours plus pour bosser (448 mots)

1La Région, première pour les déplacements domicile-travail L'Insee vient de publier une étude qui s'intéresse aux déplacem...

Page 18

  
jeudi 25 au mercredi 31  
août 2016

### D'importantes disparités (394 mots)

Les Français mettent en moyenne 50 minutes pour aller au travail et en revenir, une durée qui s'est allongée de 10 minutes ...

Page 19

  
jeudi 25 au mercredi 31  
août 2016

### Florence, de Quiestède : « Plus économique, moins fatigant »

(286 mots)

Métro, boulot, dodo... Les transports en commun rythment son quotidien : à 46 ans, Florence fait trois heures de trajet par ...

Page 20

  
mercredi 24 au mardi  
30 août 2016

### Opération éTER : les commerçants touquettois majoritairement hostiles (363 mots)

Le geste de la Région en faveur d'une population peu habituée à voyager vient se briser sur la réputation de la station des...

Page 21

---

---

## VP4 - DÉVELOPPEMENT DURABLE, TRI, TRANSITION ÉNERGÉTIQUE...

(2 articles)

---

---

  
jeudi 25 au mercredi 31  
août 2016

### Ligne Avelin- Gavrelle, les opposants ne baissent pas les bras

(394 mots)

ENERGIE Les recommandations de l'enquête publique ne satisfont pas les opposants au projet. Ils veulent contester la Déclaration d'utilité publique. Pa...

Page 23

  
vendredi 26 août au  
jeudi 1<sup>er</sup> septembre  
2016

### Le dialogue concurrentiel pour Dunkerque (706 mots)

L'État lance une nouvelle procédure de dialogue concurrentiel pour le développement des énergies renouvelables. Plus...

Page 24

---

---

## VP5 - MER ET PORTS, POLITIQUE DU LITTORAL

(1 article)

---

---

  
mercredi 24 au mardi  
30 août 2016

### Le Perroquet, une réserve de terrains (552 mots)

Savez-vous pourquoi la dune du Perroquet porte le nom de ce volatile? «On raconte qu'il y avait un café dans les dunes et l...

Page 26

---

---

## VP7 - AGRICULTURE, AGROALIMENTAIRE

(5 articles)

---

---



vendredi 26 août au  
jeudi 1<sup>er</sup> septembre  
2016

### Cri d'alerte des agriculteurs face à une crise qui dure (581 mots)

Marie-Sophie Lesne a rencontré les responsables syndicaux. Les présidents de cant...

Page 28



mercredi 24 au mardi  
30 août 2016

### Xavier Beulin : « La France a perdu pied à Bruxelles »(420 mots)

Personnage médiatique, toujours au cœur des négociations avec les ministres, le président de la FNSEA Xavier Beulin est ven...

Page 29



mercredi 24 au mardi  
30 août 2016

### « Il y a urgence, ça brûle » ! (226 mots)

C'est un tableau assez noir, que Ludovic (37 ans) et Alexandre (39 ans) Bracquart ont dressé jeudi à l'occasion de la venue...

Page 30



mercredi 24 au mardi  
30 août 2016

### Le GAEC Bracquart en chiffres (288 mots)

Le GAEC Bracquart Jean compte 225ha dont 55ha de prairies naturelles et 170ha de terres à labour. L'assolement moyen se rép...

Page 31



vendredi 26 août au  
jeudi 1<sup>er</sup> septembre  
2016

### Le point sur la rentrée scolaire des MFR des Hauts-de-France

(1161 mots)

RENTREE 2016-2017 La rentrée aura lieu le 29 août prochain. Point sur les effectifs, nouveautés et enjeux à venir pour les MFR des ...

Page 32

---

---

## VP9 - FORMATION ET RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES

(2 articles)

---

---



vendredi 26 août au  
jeudi 1<sup>er</sup> septembre  
2016

### Comprendre le fonctionnement de la région (391 mots)

Le cycle proposé permet d'obtenir un certiicat de science politique. ...

Page 35



vendredi 26 août au  
jeudi 1<sup>er</sup> septembre  
2016

### Toyota crée sa fondation en France (505 mots)

Pour fêter comme il se doit les 15 ans de la sortie de la première Toyota Yaris de l'usine d'Onnaing, près de Valenciennes, Toyota ...

Page 36

---

---

## VP11 - LYCÉES

(1 article)

---

---

**L'informateur**  
LE PAYSAN, LE MOULINIER, LE CHASSEUR

vendredi 26 août au  
jeudi 1<sup>er</sup> septembre  
2016

### LYCÉE DU VIMEU. Renaud Larger succède à André Niau

(793 mots)

Renaud Larger est le nouveau proviseur du Lycée du Vimeu. Ce Picard d'adoption était à la tête du lycée professionnel de Ham. Sitôt...

Page 38

---

---

## VP12 - RÉNOVATION URBAINE, LOGEMENT, INNOVATION NUMÉRIQUE...

(2 articles)

---

---

**La Sambre**  
La Frontière

vendredi 26 août au  
jeudi 1<sup>er</sup> septembre  
2016

### Une préfète aux Provinces françaises (565 mots)

S'assurer que l'argent public est employé efficacement : c'est la mission de Sophie Elizeon, préfète déléguée pour l'égalité des chances, en tournée dans...

Page 41

**L'ABELLE**  
DE LA TERNOISE

jeudi 25 au mercredi 31  
août 2016

### Smart-Living-Lab : la machine à tout faire (573 mots)

Voulez-vous savoir à quoi va ressembler la maison, l'agriculture ou encore le tourisme de demain ? Un démonstrateur, bientôt installé à Saint-Pol, va nou...

Page 42

---

---

## VP14 - RURALITÉ, DÉVELOPPEMENT DU NUMÉRIQUE, FAMILLE...

(1 article)

---

---

**L'Observateur**  
de Beauvais

vendredi 26 août au  
jeudi 1<sup>er</sup> septembre  
2016

### La rue des Allocs (M6) tournée à Amiens fait des vagues

(504 mots)

Les premiers épisodes de la série « la rue des Allocs » à Amiens n'a pas manqué de provoquer des remous au sein de la classe politique. AAmiens, l'émiss...

Page 44

---

---

## VP15 - SANTÉ

(4 articles)

---

---

**L'ABELLE**  
DE LA TERNOISE

jeudi 25 au mercredi 31  
août 2016

### La néphrologie, l'ophtalmologie, la cardio et la dermato : les spécialités les plus prisées par les étudiants en médecine

(408 mots)

Parmi les 30 spécialités médicales et chirurgicales proposées, les futurs médecins plébiscitent la néphrologie, l'ophtalmologie, la cardiologie et la der...

Page 46



jeudi 25 au mercredi 31  
août 2016

### -14% en moyenne de médecins généralistes (423 mots)

Au 1er janvier 2015, le tableau de l'Ordre recensait 281 087 médecins en France, soit +1,7% comparativement à l'année précédente. Parmi ces médecins, 21...

Page 47



jeudi 25 au mercredi 31  
août 2016

### Les hôpitaux les plus convoités par les futurs médecins

(179 mots)

Le CHU de Lille est en 10ème position des hôpitaux les plus convoités par les futurs médecins. Quels sont les hôpitaux les plus convoités par les mé...

Page 48



jeudi 25 au mercredi 31  
août 2016

### Les 10 meilleurs hôpitaux publics : Lille en première place

(158 mots)

Ils réalisent un rare doublé. Les CHU de Lille (1er) et Toulouse (2ème) arrivent à nouveau en tête de la 18ème édition du palmarès des 50 meilleurs hôpit...

Page 49

---

## CARNET

(1 article)



vendredi 26 août au  
jeudi 1<sup>er</sup> septembre  
2016

### Philippe Poitel, le nouveau chef d'orchestre des MFR Hauts-de-France (1400 mots)

PORTRAIT Philippe Poitel a pris ses fonctions de directeur de la Fédération régionale des MFR Ha...

Page 51

---

## DIVERS

(1 article)



jeudi 25 au mercredi 31  
août 2016

### Le sous-préfet attendu à Eolys (540 mots)

Les membres de l'aéro-club de la Lys et de l'Artois ne baissent pas les bras. Ils font tout pour maintenir le meeting aérie...

Page 54

---

P - EMPLOI ET  
DÉVELOPPEMENT  
ÉCONOMIQUE

---

## « La situation économique bénéficie surtout aux jeunes chômeurs »

**C**oarentine Vaillot est directrice de la récente agence Arras Symphorine qui couvre Arras et 79 communes de l'Ouest Arrageois. Elle dresse l'état des lieux du marché de l'emploi dans l'Arrageois. Même si le taux de chômage augmente toujours, des signaux positifs annoncent une embellie qui profite d'ores et déjà aux plus jeunes demandeurs d'emploi.

**L'Observateur : Quels sont les moyens mis en place pour évaluer la demande d'emploi à Arras ?**

**Coarentine Vaillot, directrice de l'agence Pôle Emploi Arras Symphorine :** Chaque année nous organisons une enquête que l'on appelle Besoin de main-d'oeuvre. Nous visons les entreprises, 32 000 établissements nous ont répondu l'année dernière. Le but est de vérifier les intentions d'embauches des entreprises ainsi que d'identifier les secteurs d'activité et les métiers dominants. Nous partons donc du déclaratif pour identifier les secteurs les plus porteurs tels qu'ils sont annoncés. Puis, au travers de nos équipes spécialisées, d'aller prospecter ces entreprises pour vérifier que ces emplois se sont bien concrétisés.

**Où en est le marché de l'emploi à Arras, et quelles sont ses spécificités par rapport au reste de la France ?**

Sur le bassin Artois-Ternois, les projets de recrutement annoncés sont plus favorables que l'année précédente. Car nous avons 5 600 projets de recrutement annoncés venant surtout d'entreprises de moins de 50 salariés.

**Quels sont les secteurs qui recrutent ?**

Les services, le commerce, l'industrie agro-alimentaire et l'agriculture qui restent des secteurs annonceurs d'emplois. Pour autant, les recruteurs semblent un peu moins optimistes que l'année précédente, mais, pour nous, l'industrie agroalimentaire est un secteur porteur. La santé et l'action sociale vont également recruter dans les mois à venir. Les projets de recrutement les plus volumineux sont l'aide à la personne et l'aide-ménagère. On va retrouver ensuite la manutention, la logistique ainsi que la préparation de commande.

On a vu récemment des gros recrutements dans les services de la sécurité à l'occasion de l'Euro 2016. Au-delà de l'Euro, on a encore beaucoup de demandes aujourd'hui. Ça permet à des personnes qui ont peu d'expérience de monter en compétences.

Sur le volet tertiaire, on a des besoins en gestion de paye, en gestion RH. Sur la santé : aide à la personne, assistante de vie, préparation aide-soignante. Dans le domaine de la restauration : on cherche du monde en service, en salle et en cuisine.

**Comment se situe l'Arrageois dans l'évolution du chômage ?** Sur le territoire, le taux de chômage est de 9,3%. On est donc un secteur relativement privilégié par rapport à la région Hauts-de-France qui est à 12,5%. De façon générale, la demande d'emploi est encore en augmentation à l'heure actuelle : elle

reste à 0,7% d'augmentation sur un an.

En revanche, la situation économique bénéficie aux jeunes sur notre territoire depuis plusieurs mois. Avec des résultats significatifs puisque le nombre de jeunes demandeurs d'emploi a baissé de 9,2% sur un an. La garantie jeunes et les emplois d'avenir ont eu un impact positif.

**Avez-vous, au contraire, des populations en difficulté ?**

Le nombre de seniors en recherche d'emploi est toujours en augmentation. Ils représentent 21,9 % de nos demandeurs d'emploi : c'est une hausse de 2,7 % sur un an. Ensuite la demande d'emploi de longue durée et très longue durée nous préoccupe parce que cela représente 46 % de nos demandeurs d'emploi. Certains travaillent de façon régulière en intérim, mais notre objectif est de tendre vers une insertion durable sur le marché de l'emploi.

**Comment faites-vous pour pousser les jeunes à s'orienter vers des métiers en tension ?**

Nous avons une batterie d'outils pour informer et orienter les demandeurs d'emploi. On propose une météo de l'emploi qui permet de se renseigner sur les métiers qui recrutent. Nous avons aussi une nouvelle application qui s'appelle « la bonne boîte » qui permet aux demandeurs d'emploi d'avoir la liste des entreprises qui recrutent potentiellement pour chaque métier ou secteur d'activité.

On organise également des ateliers sectoriels où l'on présente des sec-

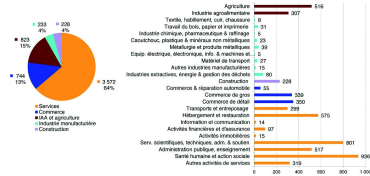


teurs d'activité porteurs à des personnes qui ne savent pas vers où se diriger ou orienter des personnes inscrites dans des métiers qui embauchent.

**Avez-vous besoin de convaincre les entreprises d'utiliser Pôle Emploi pour leur recrutement ?**

On a une offre de services qui est tout à fait différente de celle des sites de petites annonces. On est sur un travail de présélection réalisé par des conseillers spécialisés. Pôle emploi s'adresse également beaucoup à des TPE qui n'ont pas forcément de service RH très structuré et qui ont besoin de conseils.

Nous évaluons les entreprises qui ont plus ou moins besoin de nos services. Nous avons une capacité à mobiliser massivement des demandeurs d'emploi pour leur faire passer des tests et des entretiens. C'est une offre de service que seul Pôle Emploi peut proposer. ■



par Antoine Déchoz

**ENCADRÉS DE L'ARTICLE**

« NOUS AVONS 5 600 PROJETS DE RECRUTEMENT ANNONCÉS D'ENTREPRISES DE MOINS DE 50 SALARIÉS. »

« LE NOMBRE DE SENIORS EN RECHERCHE D'EMPLOI EST TOUJOURS EN AUGMENTATION. »



---

**VP1 - SOLIDARITÉS AVEC  
LES TERRITOIRES, CONTRAT  
DE PLAN ETAT-RÉGIO..**

---

## Le nouveau sous-préfet en visite

Parmi ses projets, le maire a présenté l'un des plus importants, concernant l'école Franck Dusautoir : la municipalité souhaiterait une restructuration de l'école. Pour ce faire, la commune a fait l'acquisition de l'ancienne ferme Delrue, un bâtiment qui était intégré dans les locaux communaux, racheté par l'Établissement public foncier (EPF). Ce nouveau bâtiment permettrait d'accueillir deux nouvelles salles de classe, mais aussi d'agrandir la salle de repos des classes maternelles. La commune prévoit aussi la construction d'un préau et souhaiterait disposer d'un nouveau bâtiment

de restauration accessible de l'école afin d'éviter les trajets en bus qui constituent une dépense supplémentaire dans le coût du repas des enfants. Le problème de stationnement a également été soulevé par le maire, qui propose la création d'un parking permettant d'ajouter une centaine de places de stationnement et de créer, à côté de ce parking, une liaison douce pour accéder au collège en toute sécurité. Alain Chevalier a également mentionné l'un des projets les plus urgents pour la commune : la création d'un assainissement collectif, car certaines maisons centenaires de Thérouanne n'ont pas accès à

l'assainissement. Le maire de la commune a également exposé au sous-préfet les projets réalisés ces dernières années par la municipalité, avec notamment : la création de nouvelle mairie, place de l'Église ; la création du centre d'animations sportives et du city-stade ; l'agrandissement des parkings ; les travaux de lutte contre les inondations. Le sous-préfet a ensuite achevé sa visite à Thérouanne par une promenade dans la commune, accompagné du maire, afin de présenter les lieux liés aux projets portés par la municipalité. Jules Leclercq ■



## Les espoirs pour la commune

**L**e maire a également présenté ses espoirs pour l'avenir de sa commune, notamment concernant la construction de la maison des services de la Morinie, dont les travaux ont commencé. Cette maison des services polyvalente a la particularité de comporter trois volets : le pôle administratif et social, le pôle culturel et touristique, et le pôle médical pluridisciplinaire.

### Pôle médical, un aspect essentiel

Le pôle médical sera un aspect essentiel de la maison des services, car la ville de Théroouanne dispose de cinq médecins en activité, consultés par les Théroouannais et par les habitants des communes voisines. En plus des médecins, la maison des services pourrait disposer d'une ostéopathe ainsi que d'un chirurgien-dentiste. Le projet a déjà été retenu par l'Agence régionale de santé, il est aussi soutenu par l'Agence d'urbanisme et la Mutuelle Sociale Agricole (MSA).

L'ouverture de la maison des services est prévue pour 2018. Parmi ses espoirs, le maire souhaiterait également une « urbanisation raisonnable » dans le cadre du futur Plan Local d'Urbanisme (PLU). Pour cela, la municipalité demande que certains terrains situés à Nielles puissent être urbanisables. Enfin, le maire de Théroouanne aimerait un aménagement du site archéologique, classé monument historique, par les services de l'État, propriétaires des lieux. ■



## Commune millénaire, la ville-port mise

Dans une époque d'austérité, la municipalité continue d'investir pour renforcer l'attractivité de la ville. De vastes projets d'aménagement sont en cours de



Frédéric Cuvillier (maire de Boulogne-sur-Mer de 2002 à 2012) a retrouvé son fauteuil en juin 2014, après avoir occupé les fonctions de ministre délégué chargé des Transports et de l'Économie maritime puis de secrétaire d'État chargé des Transports, de la Mer et de la Pêche.

### Comment définissez-vous la ville de Boulogne ?

Boulogne est une ville courageuse pétrie d'ambition et qui mérite d'avoir confiance en elle. En 2 000 ans d'histoire elle est toujours sortie victorieuse des épisodes même les plus douloureux grâce à sa population très courageuse qui sait faire de ce qui est un problème une solution. C'est une ville trop méconnue et pourtant truffée de curiosités : l'Espéranto y est né, tous les rois sont venus ici en hommage à la Vierge Marie. C'est par son histoire, une ville de tolérance dont le terreau culturel permet de résister à bien des difficultés que traverse la région.

### Qu'est-ce que cela fait d'être maire de la commune de son enfance ?

Cela donne peut-être un sens de la responsabilité plus profond encore. On ne peut être un maire efficace que si l'on est dans un rapport passionné

à sa ville pour savoir comment on peut la transformer, ce qui est acceptable pour elle. Je suis passionnément

amoureux de Boulogne.

### Quels sont les grands projets pour les années à venir ?

C'est une ville qui croit en l'avenir et qui a beaucoup de projets. Avec ses remparts complets, Boulogne, c'est un peu la Carcassonne du Nord. Rappelons que Nausicaá est le premier centre aquariologique d'Europe. Afin de développer nos atouts touristiques, nous gérons et valorisons nos espaces urbains. Dans les trois ans qui viennent, nous allons élargir le centre-ville de l'autre côté de la Liane. Ce sont tous les projets compris dans l'opération Axe Liane. Pour être attractif, il faut oser et attirer. Je veux que cette ville donne confiance.

### La pêche connaît des difficultés. Sur quoi mise Boulogne pour rester leader sur cette filière ?

Évidemment, on ne connaît plus les mêmes tonnages ni les mêmes métiers qu'au début du siècle dernier mais nous sommes la vitrine de la mer et des métiers de la mer. Boulogne est le premier transformateur européen des produits de la mer. Nous créons de la valeur ajoutée sur ces produits. Boulogne, c'est la référence mondiale !

### Qu'allez-vous décider en 2017 : maire ou député ?

Le fait de couper les responsables nationaux de la réalité locale est une erreur profonde. Les maires sont confrontés à des enjeux complexes. Il faut faire attention à ne pas les affaiblir. Le maire doit aussi rassurer et faire que les gens se respectent. En ces périodes troublées, il faut éviter le populisme généralisé en quête d'un slogan qui plaît aux bas instincts. Le non-cumul des mandats de maire et député, c'est le risque du parisianisme, de laisser à des castes la possibilité d'accéder aux responsabilités. Quand vous êtes dans les territoires, vous avez besoin d'une représentation nationale. Ce qui pose problème, c'est plus le cumul des indemnités, qu'il faut limiter, que celui des responsabilités. Moi je n'ai pas choisi. J'aime ma ville mais je pense aussi devoir être candidat aux législatives. Nous verrons dans quelques semaines.

### Que retenir de votre expérience ministérielle dans le domaine des transports et de l'économie maritime ?

J'ai pu exercer ces fonctions dans des secteurs passionnants qui allient stratégie nationale et internationale et qui touchent dans le même temps au quotidien des gens à travers l'aménagement du territoire et les grands chantiers. C'est une expérience qui a aussi apporté à Boulogne avec des plans de sauvetage et des aides aux entreprises.

### Quel regard portez-vous sur les primaires à gauche ?

Les primaires, à gauche comme à droite, c'est une erreur dans un calendrier « ramassé » par le quinquennat. Cela va vite tourner en une vile compétition. Et aujourd'hui, va-t-on soumettre un président de la République à des primaires? La primaire est un exercice tacticien interne aux formations politiques. C'est une procédure qui banalise plus qu'elle ne renforce la fonction présidentielle.

**Lorsqu'une visite du Pape en France était évoquée pour 2016, vous aviez soutenu la candidature de Boulogne. La soutenez-vous toujours alors que la visite pontificale est prévue après 2017?**

Pour 2016, il y avait une belle concordance avec le jubilé de la cathédrale et l'inauguration de la crypte San Martin (général libérateur de l'Argentine ndlr). Pour justifier le report de sa visite en France, le Pape

a expliqué qu'il privilégiait les pays où les peuples sont en souffrance. Je soutiens toujours la candidature de Boulogne pour sa prochaine visite. Le pape François est chez lui ici, il y a un petit morceau de son pays, de son histoire et de ses valeurs : l'émancipation des peuples, la liberté. C'est un très beau combat qui reste d'actualité. ■

*par Cécile Huyghe*

## ENCADRÉS DE L'ARTICLE

---

### ES CHIFFRES

**42 537** C'est le nombre d'habitants de la commune en 2013 selon l'Insee.

**26,7 %** C'est le taux de chômage des 15 à 64 ans en 2013 selon les données de l'Insee.

**2 000** La ville de Boulogne est riche de plus de 2 000 ans d'histoire puisqu'on en observe des traces dès l'Antiquité.

**35 850** C'est le nombre de tonnes de poisson enregistrées en 2015 dans le port de Boulogne. Celui-ci reste le premier port de pêche français.

**350 000** C'est le nombre de tonnes de poisson traitées par Capécure à Boulogne, ce qui fait de la ville le premier transformateur européen des produits de la mer. Au total, la filière emploie 5 000 salariés, sans compter les intérimaires.



---

UNE COMMUNE À LA LOUPE – TOUJOURS SUR LA MER RÉALISATION ET LE SECTEUR DE LA PÊCHE INNOVE POUR SE CONSTRUIRE UN AVENIR.

---

## Les grands projets de l'opération « Axe Liane »

Lancée il y a quatre ans, l'opération « Axe Liane » comprend de nombreux projets qui visent à structurer le développement des communes que traverse cette véritable colonne vertébrale de l'agglomération. La ville de Boulogne n'est pas en reste, elle qui s'étale de part et d'autre du fleuve.

Au nord, l'extension de Nausicaá est en cours (voir ci-contre) ainsi que la création des Terrasses de la falaise (lire p.4)



Les berges de la Liane, entièrement ré-aménagées, sont devenues un lieu privilégié des habitants.

### > Des berges aménagées

Depuis deux ans, les promeneurs peuvent profiter du réaménagement des berges sur 4 kilomètres. Un skate

parc y a été inauguré en juin. La promenade des Jardins de Nausicaá vient prolonger les berges et compense les espaces verts grignotés par l'extension.

### > Un centre-ville élargi

Coincé entre le centre-ville et le port, le quartier République n'avait pas vraiment de vocation. La dimension urbaine va y reprendre ses droits et élargir ainsi le centre-ville. Le programme comprend habitat et loisirs.

À proximité du casino, cinq immeubles doivent être construits en front du port de plaisance. Seuls deux immeubles ont pour le moment trouvé preneurs pour y implanter deux hôtels et une résidence de tourisme. Leur construction doit démarrer en septembre. Il est également prévu d'implanter une auberge de jeunesse dans le secteur.

Le quartier abritera également le futur bowling ainsi qu'une salle de fitness, un laser game, une plaine de jeux pour enfants et de la restauration. « L'ancien bowling a brûlé, il

existe une véritable attente des Boulonnais pour ce nouvel équipement », précise Lydie Leleu, directrice générale adjointe à la Ville de Boulogne-sur-Mer. Les travaux devraient être réalisés en 2017.

### > Une salle de spectacles

L'aménagement se poursuivra sur le site de l'Éperon afin notamment de donner une seconde vie à la Gare maritime. Celle-ci sera réhabilitée en lieu culturel évolutif avec une salle de spectacles et des congrès attenante de 2 000 places. La livraison de l'équipement est envisagée pour le premier semestre 2019.

Des aménagements qui transforment complètement la perception de la ville. ■

---

> *Habitants et curieux peuvent s'informer sur les différents projets à l'Atelier les mercredis et samedis de 10 h à 17 h, salle 5 de la Gare maritime.*



## CAPÉCURE

## Des trésors maritimes insoupçonnés

Comment Boulogne peut-elle conserver son rang de leader halieutique de niveau international? Depuis 2009, la Région et la communauté d'agglomération financent la mission « Capécure 2020 », qui comme son nom l'indique s'inscrit dans la prospective au service du premier transformateur européen des produits de la mer.

Si Capécure ne vous dit rien, sachez qu'il héberge Findus, Intermarché-Capitaine-Houat ou encore Marine-Harvest, leader mondial des produits de la mer. Car cette dernière regorge de ressources parfois insoupçonnées. En témoigne le développement des coproduits, ces chutes de poissons qui ne valaient encore récemment pas grand-chose : tête, peau, arêtes,...

Celles-ci intègrent désormais la composition de nombreux produits dans les secteurs de la cosmétique, la nutrition animale ou encore l'industrie agroalimentaire pour les arômes et autres compléments alimentaires. Les coopératives Copalis et Valofish sont à l'origine de nombreuses applications. Les entreprises peuvent s'appuyer sur la présence du pôle de compétitivité national dédié à la filière des produits aquatiques : Aquimer.



À Capécure, 140 entreprises transforment 350 000 tonnes de poisson. Photo : © Port Boulogne-Calais

## Vers le développement de l'aquaculture

Autre débouché dans un monde en quête de davantage de durabilité : les énergies marines renouvelables. Le port de Boulogne a longtemps misé sur un projet d'implantation d'éoliennes off-shore au large de Berck-sur-Mer. Avec des retombées non négligeables. « Le port aurait servi de port de construction pour trois ans et aurait assuré la maintenance pour 25 ans », avance Jean-Noël Calon, animateur de la mission « Capécure 2020 ». Le gouvernement n'a pas retenu le dossier. « Mais le projet reste viable, il ne faut pas le laisser tomber », estime le chargé de projet.

Autre piste à plus brève échéance : la thalasso-thermie. Via une pompe à chaleur, on utilise l'eau de mer pour produire du chaud, du froid voire du très froid. Un premier démonstrateur

devrait voir le jour d'ici deux ans, en partenariat avec la société Norfrigo sur le bassin Loubet. « Cela pourrait démontrer l'intérêt de la création d'une boucle d'eau froide pour desservir les grands sites industriels. Un projet évalué à 40 millions d'euros », précise Jean-Noël Calon.

Quant à l'avenir de la pêche en elle-même, le chantier naval Socarenam basé à Boulogne a mis à l'eau en novembre l'Arpège, « chalutier du futur », moins énergivore, plus confortable pour les marins et qui permet de respecter la réglementation européenne. « Nous espérons qu'il sera le premier d'une série qui pourrait se construire à Boulogne », indique l'animateur de la mission « Capécure 2020 ».

Boulogne mise aussi sur l'aquaculture, avec l'idée de viser des espèces très demandées. Une station aquacole va être inaugurée à Wimereux d'ici deux à trois semaines. La communauté d'agglomération voudrait également implanter un lotissement aquacole sur le site du port. ■





---

---

VP2 - TRANSPORTS,  
INFRASTRUCTURES DE  
TRANSPORT...

---

---

## Se déplacer toujours plus pour bosser

1La Région, première pour les déplacements domicile-travail L'Insee vient de publier une étude qui s'intéresse aux déplacements des travailleurs. Avec 71% des actifs occupés qui travaillent hors de leur commune de résidence, la région est la première de France. Plus que l'Île-de-France et 7 points au-dessus de la moyenne nationale ! Plus de 1,5 million de personnes prennent chaque jour la route pour travailler, avec une moyenne de 23kilomètres par jour. En quinze ans, on est passé de 65% à 71% dans la région. Une hausse comparable à la moyenne nationale.

2Quels sont les secteurs les plus concernés ? « Les flux les plus importants ont lieu dans les parties les plus densément peuplées de la région, c'est-à-dire autour de la métropole lilloise et le long de l'ancien bassin minier, de Valenciennes à Béthune

en passant par Douai et Lens ». L'explication : une forte densité de population et des emplois concentrés pour 73,1% d'entre eux dans les pôles urbains. Conséquence : les gens s'installent en périphérie des villes, et de plus en plus loin, ce qui entraîne toujours plus de déplacements. 3Plus de 113 000 personnes transitent entre le Nord et le Pas-de-Calais Les échanges entre les deux départements sont nombreux : ils concernent plus de 113 500 personnes, soit 10% des travailleurs. « Les habitants du Pas-de-Calais sont deux fois plus nombreux à aller travailler dans le Nord que leurs voisins à faire le trajet en sens inverse », note l'Insee. Un navetteur sur dix parcourt ainsi plus de 50kilomètres pour travailler. 4Quel est le profil type des gens qui font de la route pour travailler ? Les navetteurs sont des

hommes pour 55,4% d'entre eux. La raison ? Le taux d'activité plus bas des femmes dans la Région que dans le reste de la France, d'après l'institut des statistiques. « Les hommes font également des trajets plus longs » : 29 minutes en moyenne contre 26 pour les femmes. Un homme sur dix passe plus de 55 minutes dans les transports, deux fois plus que les femmes. Les jeunes sont les plus à même de faire plus de route. Le navetteur a souvent dans la trentaine. Passé 45ans, les gens cherchent à habiter plus près de leur travail et font moins de kilomètres. Les employés, les professions intermédiaires et les cadres forment le gros des troupes en déplacement. Mais les cadres ont des trajets plus lointains et plus longs. ■



## D'importantes disparités

Les Français mettent en moyenne 50 minutes pour aller au travail et en revenir, une durée qui s'est allongée de 10 minutes en douze ans. Et ils y vont très majoritairement en voiture, selon une étude du ministère du Travail. Entre 1998 et 2010, la proportion de salariés qui mettent plus d'une heure et demie pour faire l'aller-retour domicile/travail est montée à 16% (+4), tandis que ceux qui mettent entre une heure et une heure et demie sont désormais près d'un sur cinq (19%, +3), précise cette étude de la Dares, le service statistiques du ministère du Travail. Ce temps moyen cache d'importantes disparités géographiques : les habitants de la région parisienne ont un temps de déplacement deux fois plus

important que ceux des petits pôles urbains (68minutes contre 35minutes). Les femmes ont des temps de déplacement légèrement moins longs (46 minutes) que les hommes (52minutes), mais un quart d'entre elles (24%) effectuent habituellement un détour sur leur trajet « pour déposer un enfant, aller le chercher, faire des courses », contre 13% des hommes. Les allers-retours dans la journée sont logiquement d'autant moins nombreux que le temps de trajet est long. Si 29% des actifs font, outre leur aller-retour quotidien, un ou plusieurs trajets supplémentaires, surtout pour la pause déjeuner, seul un sur dix est concerné quand le temps de trajet est d'une heure et demie ou plus. En revanche, plus de six

actifs sur 10 (64%) ayant un temps de trajet inférieur à 15 minutes font chaque jour au moins deux allers-retours, précise la Dares. 74% des personnes se rendent à leur travail en voiture, 11% par les transports en commun, 7% à pied, 4% en moto, mobylette ou scooter, et 3% à vélo. Entre 1998 et 2010, le recours aux transports en commun a baissé (de 15 à 11%), de même que la marche (de 17 à 7%). Enfin, la fatigue liée aux déplacements, évoquée par seulement 15% des actifs, apparaît directement liée à leur durée, note l'étude, et c'est donc en région parisienne que les personnes se déclarent le plus souvent fatiguées par les trajets. ■



## Florence, de Quiestède : « Plus économique, moins fatigant »

**M**éto, boulot, dodo... Les transports en commun rythment son quotidien : à 46 ans, Florence fait trois heures de trajet par jour pour se rendre sur son lieu de travail, dont presque deux heures dans les transports en commun.

### Départ à 7 heures pétantes !

Depuis 15 ans, cette Quiestédoise se rend tous les matins à Hazebrouck où un peu plus de 30 minutes de trajet en train l'attendent pour aller jusqu'à Lille. Avec un train à 7h26, Florence part de Quiestède tous les matins à

7 heures « et puis, parfois, je finis en courant pour ne pas louper mon train. » Une fois arrivée à Lille, le péripè n'est pas terminé pour Florence. Il lui reste encore environ 20 minutes de tramway pour arriver jusqu'à son lieu de travail, à Marcq-en-Barœul.

### Un gain de temps, d'énergie et d'argent

Double avantage, les transports en commun sont une solution plus économique et moins fatigante pour Florence : « Avec un abonnement à 96 euros par mois, sachant que si je prenais la voiture je devrais faire un

plein par semaine, le calcul est vite fait. » Et puis, les transports en commun, c'est aussi un précieux gain de temps et d'énergie : « Que ce soit en démarrant vers 7 heures le matin ou en repartant vers 18 heures le soir, ce sont à chaque fois des heures de pointe, donc avec les bouchons. Je pourrais vite passer quatre heures par jour sur la route. C'est finalement plus rapide en transports en commun. Et puis c'est moins fatigant, on peut faire d'autres choses comme lire. Parfois, j'en profite même pour travailler... » Julie Versmisse ■



## Opération éTER : les commerçants touquettois majoritairement hostiles

**L**e geste de la Région en faveur d'une population peu habituée à voyager vient se briser sur la réputation de la station des quatre saisons. À travers l'opération éTER (plus connue sous son ancienne appellation TER-Mer), un objectif social et culturel. La nouvelle gouvernance des Hauts-de-France offre la possibilité aux habitants de la région de rallier en train pour seulement 2 € (aller-retour) quelque 50 destinations. L'opération s'est achevée le week-end dernier. L'heure est au bilan pour les commerçants touquettois. Et on ne peut pas vraiment dire qu'ils se réjouissent de ce coup de pouce de la Région à l'égard d'un pu-

blic souvent populaire. « C'est une belle opération mais sur le plan commercial, les retombées sont nulles. Les gens viennent avec leurs sandwiches et ne consomment rien dans la station. Certains clients touquettois avouent même qu'ils ne sortent pas les week-ends du éTER » témoigne la gérante d'une grande marque de prêt-à-porter. Un peu plus loin rue Saint-Jean, même son de cloche : « Nous sommes perdants car le public qui vient en train ne fréquente pas nos boutiques et pendant ce temps-là, nos clients habituels nous délaissent ». La responsable d'une autre enseigne de prêt-à-porter ne mâche pas ses mots : « Les jours de

l'opération régionale, on ne travaille pas, on surveille. Je pense que ça crée plus de frustration qu'autre chose chez ces visiteurs d'un jour qui ont un budget serré. Il faudrait mieux les encadrer en proposant par exemple un parcours à partir de la gare d'Étaples ». Un jeune commerçant se montre quant à lui un peu plus mesuré : « Tout dépend de l'image que l'on a du Touquet. Ce n'est pas seulement une ville bourgeoise et je pense qu'aujourd'hui le vrai problème a été le taux de fréquentation cet été. La saison n'a pas été conforme à nos espérances. » J.B. ■



---

VP4 - DÉVELOPPEMENT  
DURABLE, TRI, TRANSITION  
ÉNERGÉTIQUE...

---

## Ligne Avelin- Gravelle, les opposants ne baissent pas les bras

**ENERGIE** Les recommandations de l'enquête publique ne satisfont pas les opposants au projet. Ils veulent contester la Déclaration d'utilité publique.

Pas question de baisser les bras. Les opposants pévélois au projet de ligne à très haute tension (THT) entre Avelin et Gravelle sont bien décidés à poursuivre le combat. Et ce malgré l'avis favorable de la commission d'enquête. Le projet a été soumis à une procédure d'enquête publique du 11 avril au 11 mai dernier.

### SUIVI MÉDICAL

Rarement consultation avait suscité autant de réactions de la part des habitants, essentiellement en Pévèle où la contestation reste très forte. Dans ses conclusions, les membres de la commission d'enquête ont demandé à RTE, qui porte le projet, un dispositif spécifique de suivi médical pour les personnes fragiles. Par ailleurs, il est aussi demandé au maître d'ouvrage de racheter des habitations si les propriétaires en émettant le souhait.

Mais la commission ne s'arrête pas là et a émis trois recommandations. Elle souhaite augmenter la distance séparant les câbles du sol de 8 à 11 mètres. De plus, il est demandé une information individuelle pour les propriétaires dans les maisons situées à 200 mètres de la ligne. Dernière exigence, la commission réclame une cellule de pilotage et un suivi des engagements.



Les opposants à la ligne THT en février 2016.

### SOUTIEN DE XAVIER BERTRAND

Or les associations pévéloises, qui contestent le projet, sont loin d'être

satisfaites de ces conclusions. Elles ont d'ailleurs bien l'intention de contester, devant le tribunal administratif, la déclaration d'utilité publique qui doit être lancée en septembre prochain. La commission a rendu public son rapport début juillet. Depuis, curieusement, le député Thierry Lazaro (LR) et le sénateur-maire socialiste d'Orchies Dominique Bailly sont restés très discrets sur le sujet. Les deux élus ont pourtant multiplié leur opposition à cette infrastructure. Les opposants espèrent plutôt une réaction de Xavier Bertrand. Le président des Hauts-de-France avait en effet demandé des garanties à RTE. ■

*par Laurent Goudet*



## Le dialogue concurrentiel pour Dunkerque

*L'État lance une nouvelle procédure de dialogue concurrentiel pour le développement des énergies renouvelables. Plus souple II que l'appel d'offres, elle doit permettre de faire baisser les coûts de production. Et sera inaugurée pour le projet dunkerquois.*

Les candidats au troisième appel d'offres pour l'éolien en mer, lancé en avril par Ségolène Royal, la ministre en charge de l'Énergie, sur un secteur au large de Dunkerque, savent désormais à quoi s'en tenir. Le vendredi 19 août est paru au Journal officiel le décret précisant les modalités du dialogue concurrentiel pour les installations de production d'électricité. Une procédure alternative à l'appel d'offres classique, à laquelle le gouvernement entend recourir pour l'attribution du parc éolien dans les eaux du nord de la France.

Attendue par les professionnels du secteur, qui y voient là une source essentielle pour la baisse des coûts de production de l'éolien offshore, la procédure de dialogue concurrentiel se caractérise par sa souplesse dans l'élaboration du cahier des charges. À la différence de l'appel d'offres utilisé pour les six premiers champs éoliens en mer français, il n'est plus question pour l'État de figer la commande au début de la procédure. Fini ainsi le surenchérissement des offres lié à des incertitudes ou le risque de se priver d'avancées technologiques propres à diminuer le prix du MWh.

Après avoir été « présélectionnés sur la base de leurs capacités techniques et financières », indique le décret, les candidats vont entrer en phase de dialogue avec l'État afin de définir les conditions auxquelles devront répondre leurs offres.

### « dérisquage » des projets

C'est à l'issue de cette phase que « le cahier des charges définitif sera élaboré et les candidats invités à soumettre leur offre », stipule le décret. Après instruction et examen de ces offres, les lauréats seront désignés par le ministre de l'Énergie.

Une méthodologie qui pour Damien Mathon va dans le bon sens. « Ce dialogue entre l'administration et la profession pour élaborer le cahier des charges, comme l'apport des études préalables par des établissements publics, procède de la même volonté d'appuyer le « dérisquage » des projets. Dans une industrie aussi capitalistique que l'éolien offshore, cela ne peut que contribuer à une baisse des coûts de façon très spectaculaire »,

indique le délégué général du Syndicat des énergies renouvelables (Ser).



Le projet de parc éolien offshore au large de Dunkerque doit inaugurer la procédure de dialogue concurrentiel Photo : E

Clé du développement de l'éolien offshore, la baisse des tarifs du MWh, à 200 euros de moyenne pour les six premiers parcs, devrait se trouver accentuer avec l'entrée dans le dialogue concurrentiel des « critères quantitatifs » pour 50 % de la note finale. « Le prix est une donnée très objective », souligne Damien Mathon. Le responsable du Ser voit une autre « très bonne nouvelle » dans la publication du décret. « Toutes les conditions sont désormais réunies pour le lancement effectif de la procédure pour le parc éolien offshore de Dunkerque. » ■

par Loïc Fabrègues





---

# VP5 - MER ET PORTS, POLITIQUE DU LITTORAL

---

## Le Perroquet, une réserve de terrains

S avez-vous pourquoi la dune du Perroquet porte le nom de ce volatile? « On raconte qu'il y avait un café dans les dunes et le patron possédait un perroquet qui aimait aller se balader dans les dunes », rapporte Yoan Lécureuil, garde du Département. Il faut dire que l'oiseau disposait d'un grand terrain de jeu. Actuellement, le Conservatoire possède 528 hectares de surfaces protégées. Ce qui représente 80% du massif dunaire flamand. La dune du Perroquet représente à elle seule 175 hectares. Et ce n'est pas la plus grande : la dune Dewulf est en effet estimée à 245 hectares. Une des missions du Conservatoire du littoral est d'acquérir les espaces naturels fragiles et remarquables des rivages maritimes. Le projet Life+ Nature Flandre, financé et approuvé par la Commission européenne en 2013, a pour enjeu de renforcer le réseau européen Natura 2000 de sites dunaires protégés des deux côtés de la frontière franco-belge. Cela passe entre autres par l'acquisition de terrains

dunaires comme sur le site de la dune du Perroquet. « L'objectif est d'acquérir 48 hectares en tout via le programme européen. Nous avons déjà acquis une vingtaine d'hectares dans les dunes Dewulf, et fossile. Dans la dune du Perroquet, nous pouvons encore acquérir 25 hectares, essentiellement des terrains privés », explique Étienne Dubaille, chargé de mission au Conservatoire du littoral. « Ce projet s'inscrit dans la durée, car il porte sur des acquisitions foncières, explique Paul Christophe, vice-président du Conseil départemental du Nord en charge du Développement Durable, de l'Environnement et de la Politique de l'Eau. Le Département du Nord travaille en régie directe avec le Conservatoire du littoral depuis 20 ans. Le projet Life+ donne un coup de pouce à cette mission. » À Bray-Dunes, un gros travail de repérage et d'achats a été mené du côté de la dune du Calvaire. Deux hectares ont déjà été récupérés. « Durant deux ans, on a prospecté et racheté des terrains »,

explique le chargé de mission. Les tarifs des parcelles sont fixés par les Domaines qui affinent la valeur en fonction des prix déjà pratiqués. Le classement des terrains se fait s'ils remplissent un ou plusieurs critères : s'il y a un risque par rapport à l'urbanisation sur le littoral, dans ce cas, le Conservatoire intervient avec l'accord des collectivités. Autre critère possible : il faut que le terrain permette une réappropriation sociale d'un site en redonnant un accès à la mer. « C'est rare chez nous, ça concerne plus le Sud », précise Étienne Dubaille. Dernier critère : pour maintenir l'usage agricole, comme c'est le cas au cap Blanc-Nez et Gris-Nez. « La beauté du site est aussi due au paysage et à l'activité agricole. » Le Conservatoire du littoral estime qu'il arrive à racheter 10 hectares de terrains par an. « Acquérir les terrains est une mission forte, car on les pérennise et on les transmet aux générations futures », conclut Étienne Dubaille. S.U. ■



---

# VP7 - AGRICULTURE, AGROALIMENTAIRE

---

## Cri d'alerte des agriculteurs face à une crise qui dure

Marie-Sophie Lesne a rencontré les responsables syndicaux.

Les présidents de canton d'Avesnes et Jean-Christophe Rufin, président d'arrondissement, ont donné rendez-vous à Marie-Sophie Lesne, vice-présidente en charge de l'agriculture de la région Hauts-de-France, pour lui exposer leur désarroi face à une crise qui dure et qui ne se règle pas.

### L'agriculture française, un besoin de soutien

Face à la mauvaise récolte de céréales qui vient de se terminer, les agriculteurs sont encore plus pessimistes sur leur situation financière et l'avenir de leur exploitation. « Il faut que l'État soutienne l'agriculture française par de vraies mesures qui redresseront les trésoreries et donneront du souffle aux exploitations. Aujourd'hui, le besoin en trésorerie agricole française s'élève à 5 milliards d'euros. Nous avons besoin de mettre autour de la table tous les acteurs pour trouver des solutions ensemble et faire repartir les marchés à la hausse » a déclaré Jean-Christophe Rufin. Consciente de l'urgence, Marie-Sophie Lesne a proposé que la région soit le déclencheur d'une rencontre avec l'ensemble des acteurs pour que chacun soutienne à sa manière l'agriculture locale.

### Des contraintes qui tuent l'agriculture locale

En seconde partie de rencontre, les responsables syndicaux ont dénoncé l'accumulation des contraintes administratives et environnementales qui les pénalisent sur le plan de la compétitivité. « Dans les pays frontaliers, il y a de réelles politiques agricoles, construites avec bon sens et dans l'objectif de développer l'agriculture ». Dans le Nord, les agriculteurs ont la sensation qu'on leur met des bâtons dans les roues en permanence et donc, d'être pénalisés. C'est un vrai frein au développement de l'emploi et de l'industrie dans le territoire.



« Notre agriculture offre des produits de qualité, recherchés à l'export. Profitons-en pour en faire la promotion et en dégager une valeur ajoutée » a déclaré la vice-présidente de la région.

### Zoom sur la production laitière



L'Avesnois est une région de bocage, propice à la production laitière. Les exploitants ont donc profité de la visite de Mme Lesne pour mettre l'accent sur les difficultés de la filière. « Depuis des mois, les éleveurs perdent de l'argent à produire et les laiteries ne veulent rien entendre » a déclaré Jérôme Demeure, président du canton d'Hautmont. Marie-Sophie Lesne a affirmé que la région essaie de rencontrer les industriels pour leur faire prendre conscience de l'importance à maintenir cette production dans notre région. « Notre agriculture offre des produits de qualité, recherchés à l'export. Profitons-en pour en faire la promotion et en dégager une valeur ajoutée » a déclaré la vice-présidente. ■

par Claire Dufrenois



## Xavier Beulin : « La France a perdu pied à Bruxelles »

**P**ersonnage médiatique, toujours au cœur des négociations avec les ministres, le président de la FNSEA Xavier Beulin est venu à la rencontre de nombreux agriculteurs de l'arrondissement de Montreuil jeudi. C'est au GAEC de Ludovic et Alexandre Bracquart que cette rencontre a eu lieu. L'occasion pour le président de la FNSEA d'apporter des réponses concernant la crise agricole qui secoue actuellement le milieu. « Face au silence, au désespoir et à la colère des agriculteurs, il y a une réflexion à avoir dans le but de reconsidérer les métiers de l'agriculture. Nous devons faire comprendre à nos dirigeants que le secteur agricole doit rester stratégique et continuer à investir ». Pour le président de la FNSEA, il est erroné de penser que les agriculteurs ne veulent pas évoluer. « Les paysans de tout temps ont tou-

jours voulu innover. La France est un pays de production et il faut arrêter de laisser penser qu'on pourra nourrir tout le monde avec des bouts de jardinets un peu partout ». Face aux agriculteurs a également abordé la difficile négociation avec la grande distribution. « Actuellement nous négocions en marche arrière. Il faut changer et renégocier en marche avant. C'est à dire prendre mieux en compte nos coûts de revient et de production. Il faut savoir que sur un panier de 100 euros, seuls 7, 50 euros reviennent aux producteurs. La question est de savoir si on va paupériser une catégorie d'agriculteurs pour la faire disparaître parce qu'on ne veut pas renégocier quelques centimes au bout de la chaîne » ? En plus d'une météo catastrophique, s'ajoute pour les agriculteurs la situation économique compliquée et des contraintes

sanitaires. Xavier Beulin, a évoqué les points que le FNSEA s'engage à défendre. « Les pertes sont actuellement estimées entre 4 et 5 milliards d'euros pour les fermes de France. Pour les agriculteurs assurés, il y aura une rallonge de Bruxelles. Nous souhaitons aussi aménager l'endettement de l'agriculteur. Les exploitations auront aussi besoin de financement pour redémarrer une nouvelle campagne. Nous devons également progresser sur la fiscalité agricole ». Le président de la FNSEA a conclu sa visite à Créquy en fustigeant la direction générale de l'Agriculture. « La France a perdu pied à Bruxelles, où nous n'avons plus aucun représentant. » Mathieu VERGOIN ■



## « Il y a urgence, ça brûle » !

C'est un tableau assez noir, que Ludovic (37 ans) et Alexandre (39 ans) Bracquart ont dressé jeudi à l'occasion de la venue du président de la FNSEA Xavier Beulin. Installés à Créquy, ces deux frères ont repris en GAEC l'exploitation familiale. Une polyculture qui s'étend sur 225 hectares (lire ci-contre). Et c'est surtout le lait qui pose problème. « En 2015, la récolte de céréales, petits pois et

betteraves a été excellente et nous avons pu compenser les pertes du lait. Mais pas question cette fois d'éponger avec le reste comme l'année dernière. La situation du lait n'est plus tenable. Il manque chaque mois entre 7 et 8 000 euros. On compte 150 000 euros en moins sur l'exploitation l'année en chiffre d'affaires », dit Ludovic Bracquart. L'État est également dans le viseur

des agriculteurs. « On se sent abandonné. L'État ne suit pas et peut se permettre un an de retard dans le versement des aides. On ne comprend plus rien », explique Ludovic Bracquart avant d'ajouter : « On se sent aussi un peu abandonné par notre syndicat. Certains s'isolent et n'osent plus sortir. Il faut réagir. Il y a urgence, ça brûle ». M.V. ■



## Le GAEC Bracquart en chiffres

**L**e GAEC Bracquart Jean compte 225ha dont 55ha de prairies naturelles et 170ha de terres à labour. L'assolement moyen se répartit ainsi : - 35ha de maïs fourrage - 5ha de betteraves sucrières - 10ha de pois de conserve (contrat avec Bonduelle) - 20ha de colza - 35ha d'orge d'hiver - 65ha de blé Un troupeau de 100 vaches laitières assure la production de 850 000 litres de lait. Tous les veaux sont élevés, les mâles engraisés en jeunes bovins, les femelles servent au renouvellement du troupeau.

### Historique de l'exploitation

Le père d'Alexandre et Ludovic Bracquart s'est installé avec son épouse en 1970 sur 60ha avec 20 vaches laitières. - 1984 : 70ha et 265 000 litres de quota - 1993 : 110ha et 330 000 litres de quota - EARL entre époux - 2003 : installation d'Alexandre avec reprise d'une exploitation et création d'un GAEC à trois sur 165ha et 470 000 litres de lait - 2005 : départ en retraite de Mr Bracquart père. GAEC à deux associés et arrivée de Ludovic en qualité de salarié. - 2007 : installation de Ludovic avec reprise d'une

exploitation et entrée dans le GAEC qui repasse à trois associés pour 225ha et 670 000 litres de quota - 2011 : départ en retraite de Mme Bracquart mère. Le GAEC revient à deux associés dans sa configuration actuelle avec 225ha et 850 000 litres de lait produits par an. La main d'œuvre est composée des deux associés : Alexandre (39 ans, marié, 4 enfants) et de Ludovic (37 ans, marié, 2 enfants). Les épouses ont un emploi extérieur. Les parents : Jean et Monique, continuent d'aider aux travaux... ■



## Le point sur la rentrée scolaire des MFR des Hauts-de-France

**RENTREE 2016-2017** La rentrée aura lieu le 29 août prochain. Point sur les effectifs, nouveautés et enjeux à venir pour les MFR des Hauts-de-France.

C'est reparti pour un tour, ou plutôt une nouvelle année de cours. Bien que les recrutements ne soient pas achevés, un peu moins de 3 200 élèves devraient faire leur rentrée lundi 29 août dans les vingt-deux Maisons familiales rurales (MFR) des Hauts-de-France. Les effectifs sont quasi à l'identique de ceux de l'année précédente (3 181 en 2015) avec, cependant, un recrutement un peu plus difficile en Picardie que dans le Nord-Pas-de-Calais.

*«Cela s'explique, d'une part, par la densité de population, plus importante dans le Nord-Pas-de-Calais, et, d'autre part, dans le domaine des services, une concurrence s'est instaurée avec l'Education nationale en Picardie. Une fois cela dit, la notoriété des MFR, la politique menée en faveur de l'alternance et les bons résultats obtenus aux examens font que les MFR continuent à tirer leur épingle du jeu»,* précise Pierre-André Leleu, qui prendra sa retraite à la tête de la Fédération régionale des MFR Hauts-de-France, le 1<sup>er</sup> septembre prochain.

Parmi les formations les plus prisées, il y a, bien sûr, l'agriculture et l'agroéquipement, mais aussi les travaux paysagers, l'aquaculture, qui est en voie de développement dans les choix des candidats, ainsi que le secteur canin. Quant à la filière équine, *«elle est stable»*, concède-t-il. Pour cette rentrée, deux nouvelles formations seront créées : le Sapver (services aux personnes et vente en espace rural, ndlr) à la MFR d'Avesnes-sur-Helpe, dans le Nord, et TA, le

titre de technicien agricole, à la MFR de Samer, dans le Pas-de-Calais.



De gauche à droite : Philippe Poitel, le nouveau directeur de la Fédération régionale des Maisons familiales rurales Hauts-de-France, et Pierre-André Leleu, qui occupe également ce poste jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre prochain.

Dans les nouveautés aussi, mais sur le plan des bourses, le nouveau calcul édicté est à la défaveur des familles. Quand on sait que 50 % des élèves sont boursiers, cela risque d'avoir un impact dans le choix des familles. De négociations, entre autres pécuniaires, il en sera aussi question avec le ministère de l'Agriculture au sujet de la formation initiale, comme avec le Conseil régional des Hauts-de-France.

### Négociations en cours

Chaque année, le protocole signé entre l'Union nationale des MFR et le ministère de l'Agriculture sur la formation initiale est renégocié. Celui pour 2017 est en cours de négociation au niveau national. Le financement est évalué par élève avec un effectif au contrat. Ensuite, le contrat régional est décliné par établissement. Les dotations sont définies pour les niveaux 4<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup>, puis pour les CAP et Bac pro, enfin pour les BTS. La subvention globale attribuée

aux MFR des Hauts-de-France était en 2015 de 13 millions euros. Selon les dernières informations obtenues auprès du national, le protocole devrait être signé à peu près dans les mêmes termes. Sans doute l'échéance de la prochaine élection présidentielle explique cela.

A l'échelle régionale, la Fédération régionale des MFR Hauts-de-France a déposé trois demandes en juillet. La première concerne la mise en place d'un CFA unique pour les MFR des Hauts-de-France. *«Notre demande résulte du fait que, à l'heure de la régionalisation, la logique impose que les MFR soient rattachées au sein de leur propre réseau, explique Philippe Poitel, le nouveau directeur de la Fédération régionale des MFR Hauts-de-France, en poste officiellement depuis le 17 août dernier. Il n'y a rien de plus logique sur le plan de l'organisation, de la mise en œuvre, comme des complémentarités des structures.»*

a seconde demande porte, elle, sur la création d'une ligne budgétaire spécifique aux MFR dans le budget de la Région pour accompagner les investissements en matière d'infrastructures, de mises aux normes, de sécurité, d'accessibilité des établissements et encore de la modernisation de certains pôles résidentiels. L'enveloppe globale demandée pour les vingt-deux MFR des Hauts-de-France s'élève à un million et demi d'euros. Un montant défini en fonction des besoins réels des MFR. *«Nos priorités portent notamment sur les internats des MFR de*



*Rollancourt, a Capelle, Le Cateau, Flixecourt et Beauquesne*», précise Philippe Poitel.

A noter que la ligne budgétaire MFR dans le budget de la Région existait déjà dans l'ancien Conseil régional du Nord-Pas-de-Calais. Elle était d'un million d'euros. En revanche, en Picardie, la ligne budgétaire dans le budget de l'ex-Région Picardie était pour l'enseignement privé. Son montant était de 130 000 euros. Ce qui explique notamment le retard pris par les MFR en Picardie en matière de modernisation des établissements et des internats. La priorité sera donc donnée à ce territoire.

Enfin, la troisième demande porte sur la formation initiale. La Fédération propose que tous les appels d'offres soient sectorisés par branche professionnelle, ce qui n'est pas le cas actuellement. L'enjeu est de taille puisque les appels globalisés, tels qu'ils existent, permettent difficilement aux MFR de concourir en raison de leur taille. Que ce soit pour cette demande, ou pour les autres, les négociations en cours avec la Région Hauts-de-France sont bien engagées. *«Nous osons compter sur un vent favorable. Nous n'avons pas trop d'inquiétudes sur le sujet, pour le moment»*, estiment Pierre-André Leleu et Philippe Poitel.

Les inquiétudes sont plutôt du côté de la Draaf au vu du contexte d'insécurité que connaît la France avec les derniers attentats sur son territoire. *«La préoccupation du moment, reconnaît Pierre-André Leleu, c'est que les établissements doivent être vigilants sur le plan sécuritaire du fait du contexte national.»* Si les MFR ont bel et bien entendu le message et mettront tout en œuvre pour assurer la sécurité des établissements, l'ouverture des jeunes par une aide à la mobilité tant européenne qu'internationale restera bel et bien au cœur des fondamentaux des MFR. ■

*par Florence Guilhem*



---

---

**VP9 - FORMATION ET  
RELATIONS AVEC LES  
ENTREPRISES**

---

---

## Comprendre le fonctionnement de la région



Le cycle proposé permet d'obtenir un certificat de science politique. Photo :  
© Science-Po Lille

Réfléchissant il y a quelques années aux nécessités de formation existantes dans la région, le conseil régional avec Pierre Mathiot, alors directeur de Sciences-Po Lille, eut l'idée de proposer un cycle destiné à des acteurs intervenant dans diverses sphères de l'activité régionale.

Dans les collectivités locales, bien entendu, mais aussi dans le domaine de l'économie sociale et solidaire, les associations d'aide à l'enfance, le handicap, le secteur culturel... et

bien entendu le monde des entreprises et de ceux qui tournent autour d'elles notamment dans les chambres de commerce.

Très vite, ce cycle trouva son public. D'une part des auditeurs, intervenant déjà dans l'un ou l'autre de ces domaines au moment de changer de dimension et de responsabilités, et d'autre part des nouveaux venus dans la région éprouvant la nécessité d'en apprendre les clés. « *Comprendre pour agir* » tel est l'intitulé du cycle qui donne la possibilité d'obtenir un certificat de sciences politiques.

### L'innovation territoriale à la loupe

Le cycle offre en 160 heures, soit un vendredi toutes les deux semaines encadré par un stage d'insertion de

deux jours et un voyage de in de cycle de trois, une formation à 360 degrés donnant à analyser et à comprendre le fonctionnement de la région, dans ses dimensions historiques, actuelles et du futur. La septième promotion est en cours de recrutement. Le thème central, il rouge de la formation en est « *l'innovation territoriale* » et la marraine de la promotion, qui accompagnera les auditeurs tout au long du cycle sera Gaëlle Velay, la directrice régionale de la caisse des dépôts et des consignations. ■

par J.-M. S.

> Pour en savoir plus [benhouas@sciencespo-lille.eu](mailto:benhouas@sciencespo-lille.eu) ou tél. : 03 20 90 48 64.



## APPEL À PROJETS

## Toyota crée sa fondation en France

Pour fêter comme il se doit les 15 ans de la sortie de la première Toyota Yaris de l'usine d'Onnaing, près de Valenciennes, Toyota France a constitué cet été une fondation, sous l'égide de la Fondation de Lille. Dans les pays où sont implantés d'autres sites de production existent déjà des fondations, comme en Turquie ou en Grande-Bretagne.

Cette fondation a d'ores et déjà lancé un appel à projets à destination des organismes d'intérêt général à but non lucratif. C'est-à-dire les associations, les fédérations, les établissements publics ou d'autres fondations.

### Environnement, sécurité routière et emploi

Trois thématiques ont été identifiées : l'environnement, la sécurité routière et l'axe éducation/accès à l'emploi. « Aucune ne prédomine sur l'autre, toutes les trois sont importantes. Les fonds seront distribués selon la pertinence des projets », indique-t-on chez Toyota Motor Manufacturing France (TMMF).

Les demandes de formulaires peuvent déjà être retirées. Elles devront être rendues d'ici le 14 novembre. L'appel à projets a suscité

l'intérêt d'une vingtaine d'organismes à ce jour. « Les entités du bassin valenciennois sont privilégiées mais nous ne fermons pas la porte aux dossiers provenant des Hauts-de-France, voire d'autres régions. » Une enveloppe de quelque 30 000 euros sera répartie entre les différents dossiers retenus.



Didier Delmotte, président de la Fondation de Lille, et Koreatsu Aoki, président de Toyota France.

Afin de mettre sur un pied d'égalité petites et grosses associations, des entretiens se dérouleront après présélection des dossiers. « Chaque candidat pourra défendre son projet. Nous savons bien que les structures importantes disposent de davantage de moyens pour concourir à ce type d'appels à projets. »

Toyota mène déjà plusieurs actions sur le territoire. Le constructeur automobile est sponsor du club de football de Valenciennes, le VAFC, depuis 12 ans. Il met à disposition des établissements d'enseignement tech-

niques véhicules et pièces. Chaque année, près de 4 000 visiteurs, dont 2 500 scolaires, découvrent l'usine située à Onnaing.

### Financée par des sessions de formation

« À travers cette fondation, nous souhaitons nous ancrer davantage sur le territoire valenciennois et régional, et donc multiplier les partenariats », explique-t-on chez le groupe d'origine japonaise.

Originalité de cette fondation, elle est entièrement financée par les revenus de formations dispensées par le groupe Toyota. « Chaque année, des séminaires de lean management, une méthode de management employée par la marque, sont organisés pour des entreprises. Nous avons décidé d'attribuer la totalité de ces fonds à la Fondation », souligne-t-on chez Toyota. Cette fondation est également vouée à se pérenniser et renouveler des appels à projets. ■

par Marig Doucy

> [fondation@toyotafr.com](mailto:fondation@toyotafr.com)



---

---

# VP11 - LYCÉES

---

---

## LYCÉE DU VIMEU. Renaud Larger succède à André Niau

Renaud Larger est le nouveau proviseur du Lycée du Vimeu. Ce Picard d'adoption était à la tête du lycée professionnel de Ham. Sitôt arrivé à Friville-Escarbotin, il a déjà sa feuille de route avec deux mots d'ordre : une école exigeante et bienveillante.

Renaud Larger a posé son cartable mardi dernier au sein du Lycée du Vimeu. Friville-Escarbotin et le Vimeu ne sont pas inconnus pour celui qui succède au poste de proviseur à André Niau. « **Cela fait plus de 35 ans que je vis en Picardie. Je suis Picard et fier de l'être** », sourit-il.

Une nouvelle étape franchie après un long cheminement. Plus jeune, Renaud Larger ne se prédestine pas aux métiers de l'enseignement. Il souhaite prendre de la hauteur en devenant pilote de l'air. Bac B en poche à l'école militaire d'Aix-en-Provence, il poursuit ses études dans les classes préparatoires d'Amiens. Problème, il excelle davantage dans les matières littéraires que dans les scientifiques, ce qui porte un coup d'arrêt à sa quête première.

« **Je me suis trouvé une vocation** »

Il obtient tour à tour, une licence d'histoire-géographie et une maîtrise d'histoire. En 1985, Renaud Larger met donc par défaut un pied dans le monde de l'enseignement en tant que contractuel. « **Je suis entré accidentellement dans l'Education Nationale. Mais ça m'a plu et je me suis trouvé une vocation** », se remémore-t-il. 1989 est l'année où il reçoit le certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré d'histoire-géographie. La route est désormais bien tracée. Il officie à Péronne et à Amiens.



Renaud Larger a pris ses marques au Lycée du Vimeu mardi dernier.

### Travail collectif

Quelque temps plus tard, il obtient le certificat complémentaire pour apprendre l'histoire-géographie en anglais au sein des classes européennes. Toutes ces années à assurer la mission de professeur sont un atout pour lui : « **Etre proviseur, c'est un travail collectif, il faut savoir travailler avec les enseignants, les personnels de gestion et de direction** ».

2007 est un tournant dans sa carrière lorsqu'il prend la décision de passer le concours des personnels de direction. « **J'ai pris plaisir à enseigner jusqu'au moment où j'ai eu le sentiment d'avoir fait le tour de la question. Je souhaitais voir l'éducation autrement, de façon plus globale** », confie Renaud Larger.

### Proviseur au lycée professionnel de Ham

Il devient alors proviseur adjoint dans la cité scolaire Jean Racine de Montdidier. Il y exerce 5 ans avant de gravir un nouvel échelon et de s'asseoir dans le fauteuil de proviseur

du lycée professionnel de Ham, de 2012 jusqu'en 2016. Son cheval de bataille : lutter contre le décrochage scolaire. Suivi de près par l'augmentation des effectifs scolaires et la hausse du taux de réussite aux examens.

La satisfaction du devoir accompli, son regard se porte ailleurs : « **Je souhaitais travailler dans un cadre plus large avec des problématiques diverses** ».

Du haut de ses 54 ans, il prend connaissance le 31 mars 2016 que pour sa prochaine rentrée scolaire, il sera à la tête du Lycée du Vimeu.

### Ecole exigeante et bienveillante

Sitôt arrivé, il a déjà son fil conducteur : permettre à chaque élève de réussir son parcours individuel. Cela passe selon lui par une école exigeante et bienveillante. Il portera également une grande attention « **à ne pas opposer le professionnel et le général.** »

Il se place dans les pas d'André Niau, félicite la taille des effectifs et la réussite aux examens. Le lycée du Vimeu qui se distingue par la participation à de nombreux concours de l'Education Nationale continuera à emprunter cette voie : « **La réussite scolaire, ce n'est pas que les notes, c'est tout ce qui peut permettre de se construire en tant qu'individu et citoyen.** ». Trois objectifs sont

tracés sur sa feuille de route : poursuivre ce qui a été fait, mettre en place des dispositifs pour que les ly-

céens réussissent davantage en BTS, approfondir l'accompagnement per-

sonnalisé : « **J'ai envie de porter au plus haut le Lycée du Vimeu** ». ■



---

---

VP12 - RÉNOVATION  
URBAINE, LOGEMENT,  
INNOVATION NUMÉRIQUE...

---

---



## Une préfète aux Provinces françaises

S'assurer que l'argent public est employé efficacement : c'est la mission de Sophie Elizeon, préfète déléguée pour l'égalité des chances, en tournée dans les quartiers.

L'état des lieux (e) x : c'était l'intitulé de « l'après-midi zoulou », premier du nom, organisé par Arts et travaux, dans le quartier des Provinces françaises, mardi 23 août. L'association proposait ainsi de découvrir et participer à tout un panel d'activités, celles qu'elle met en place tout au long de l'année. Photographie, maquillage, tricot, échecs, vannerie... ont occupé bon nombre d'habitants du quartier et des alentours.

L'état des lieux, c'est en quelque sorte ce qu'est également venue faire Sophie Elizeon à cette occasion. La préfète déléguée pour l'égalité des chances dans la région Hauts de France visite depuis le début du mois plusieurs villes et quartiers dits « prioritaires » bénéficiant des crédits de la politique de la ville.

### DES BÉNÉFICES POUR TOUT LE MONDE

« Je vois passer de nombreux dossiers sur lesquels je dois me prononcer. Mais il est important d'aller sur le terrain pour s'assurer que l'argent que nous donnons aux collectivités et aux asso-

*ciations est bien employé »* explique la préfète. Ce qui paraît formidable sur le papier peut ne pas s'avérer concluant dans les faits. Au contraire, une action mal défendue, mal présentée, mais aux résultats probants, peut au contraire mériter d'être mieux soutenue. « *On a parfois également des projets qui ont fait leurs preuves un temps, mais qui à un moment ne répondent plus aux besoins.*

*Dans les quartiers, les populations peuvent changer régulièrement, il faut savoir se remettre en question »* souligne Sophie Elizeon. Il n'est donc pas impossible que ses visites débouchent sur des changements dans l'attribution des aides. « *Dans un contexte où les budgets sont très contraints, il est encore plus important que l'argent public soit utilisé de manière efficace.* » La préfète s'est donc réjouie de

« *constater les résultats, ici. On voit les habitants s'impliquer dans la vie de leur quartier, c'est ce que nous attendons. Il en découle des bénéfices importants, dont on ne parle pas, mais qui sont bien réels.* ». La diminution de

la délinquance en est un. Le retour du lien social en est un autre. Les habitants des Provinces ne s'en plaindront pas. ■



Sophie Elizeon a pu voir l'efficacité de la politique de la ville à travers les actions d'Arts et travaux.



par Matthias Dormigny

### ENCADRÉS DE L'ARTICLE

#### Quelques chiffres

Dans le Nord, 93 quartiers sont concernés par les fonds de politique de la ville, soit 350 000 habitants. « C'est l'équivalent de la population totale de certains départements » souligne Sophie Elizeon. Cette année, ce que l'on appelle les « contrats ville » représentent 17 millions d'euros. Auxquels il faut ajouter 1,4 million d'euros du comité interministériel à l'égalité et à la citoyenneté.



INNOVATION

## Smart-Living-Lab : la machine à tout faire

**V**oulez-vous savoir à quoi va ressembler la maison, l'agriculture ou encore le tourisme de demain ? Un démonstrateur, bientôt installé à Saint-Pol, va nous apporter quelques éléments de réponse.

La place Lebel va accueillir du 1er au 26 septembre le Smart-Living-Lab mobile. Il s'agit d'une exposition proposée par le Conseil régional, en partenariat avec les Vertes Collines du Saint-Polois, le CITC, et le Syndicat mixte « La Fibre numérique 59/62 ». Le but : inviter à découvrir les dernières innovations technologiques dans la vie de tous les jours. Les Vertes Collines du Saint-Polois, en association avec le Pernois, la Région de Frévent, l'Auxilois et la ville de Saint-Pol-sur-Ternoise, se sont portées candidates et ont été retenues parmi six territoires de la région.

### Le Centre d'innovation des technologies sans contact

Le CITC, association de loi 1901, a été créé en 2009 sous l'impulsion de la région Nord/Pas-de-Calais. Sa mission est à la fois de sensibiliser élus, entreprises et grand public aux nouvelles technologies tout en développant celles-ci sur le territoire. Le CITC accompagne aussi bien les por-

teurs de projet que les maîtrises d'ouvrages au sein des collectivités. Le Smart-Living-Lab, démonstrateur mobile, qui sera situé non loin du Cyber centre, présentera un panel d'innovations au public.



L'installation des trois bâtiments modulaires doit se faire cette semaine.

### Exemples d'innovations de la SmartHome

Comment savoir en un clin d'oeil ce qu'il vous reste de farine, ou si vos yaourts sont encore bons à consommer ? Il existe par exemple l'application CookingIdeas qui permet d'afficher l'inventaire des produits alimentaires de la maison. Des recettes en fonction des produits disponibles, des profils des habitants (diabétique, végétarien, intolérant au gluten...) ou des dates de péremption sont alors proposées. Une fois choisie, la recette est alors transmise à l'application Smart Cooking qui se trouve dans la cuisine. Celui-ci vous accompagne étape par étape dans la réalisation de la recette.

Autre exemple, cette fois-ci dans la salle de bains. Imaginez que

vous preniez votre brosse à dents et que le miroir l'identifie et affiche des informations liées à votre profil et vos centres d'intérêt, comme la météo, les résultats sportifs ou encore l'état du trafic routier. Ce sera possible avec le miroir magique.

### De nouvelles applications dans l'agriculture et le tourisme

Au delà de l'espace habitat, deux autres modules seront consacrés à deux secteurs d'activités attractifs dans la région. Un espace créatif différent sera présenté lors de la tournée régional du Smart-Living-Lab. Les Vertes Collines ont logiquement choisi de mettre l'accent sur l'agriculture. A noter que des présentations seront faites en direct chez les producteurs. Enfin, le public pourra admirer un espace explorateur axé sur le tourisme 2.0.

**L'inauguration officielle de ces modules se fera le lundi 5 septembre à 19h, en présence de Christophe Coulon, vice-président du Conseil régional en charge du développement du numérique. ■**

*par Julien Leveque*



---

---

VP14 - RURALITÉ,  
DÉVELOPPEMENT DU  
NUMÉRIQUE, FAMILLE...

---

---

HAUTS DE FRANCE

## La rue des Allocs (M6) tournée à Amiens fait des vagues

Les premiers épisodes de la série « la rue des Allocs » à Amiens n'a pas manqué de provoquer des remous au sein de la classe politique.

À Amiens, l'émission « Rue des Allocs » dont les deux premiers volets ont été diffusés ce mercredi 17 août sur M6 fait beaucoup parler. Ce docu-réalité dont les deux derniers épisodes sont prévus d'ici quelques semaines, suit le quotidien d'habitants du quartier Saint-Leu.

Pour Brigitte Fouré, maire d'Amiens la chose est entendue : il s'agit d'un documentaire « guidé par le voyeurisme et irrespectueux des personnes ».

### « Des personnes blessées par la vie sacrifiée sur l'autel de la télé-réalité »

« Comme de nombreuses villes en France, Amiens est confrontée à la précarité et la pauvreté d'une partie de sa population. Une réalité qui amène chaque jour les élus, les services sociaux de la ville dont le CCAS et les associations à accompagner ces personnes » explique-t-on à la mairie, affirmant que « le choix éditorial de cette émission de mettre le focus sur des personnes en grande difficulté caricature

*tout un quartier, et au-delà toute la ville. Ainsi affirmer que le taux de chômage atteint les 20 % ne reflète pas la situation de l'emploi à Amiens qui, rappelons-le, est d'environ 13 %. Chiffre certes encore élevé mais qui ne doit pas occulter les efforts faits par Amiens pour redynamiser l'attractivité économique. »*



Les deux premiers épisodes de la rue des Allocs ont suscité de vives réactions, notamment du maire d'Amiens. Les deux épisodes suivants devraient alimenter la polémique.

Brigitte Fouré déplore « qu'une chaîne de télévision nationale sacrifie ces personnes blessées par la vie sur l'autel de la télé-réalité. Beaucoup d'entre eux continuent à se battre afin d'améliorer leur quotidien et ceux de leurs familles. Je perçois cette espérance depuis de nombreuses années lors de mes permanences ou de rendez-vous réguliers comme celui de « Bonjour Mme le Maire » et j'assure les Amiénoises et les

*Amiénois que mon équipe municipale et moi-même serons toujours à leurs côtés une fois que les projecteurs d'une télévision privée, plus connue pour ses divertissements que pour son traitement de l'information, seront éteints. »*

D'autres élus de tout bord, comme Gilles Leproux, maire communiste d'une petite commune de la Sarthe ont d'ailleurs fustigé ce programme qualifié « d'abject » en écrivant une lettre ouverte au PDG de M6, Nicolas de Tavernost. La série suivante programmée en novembre devrait rapidement raviver la polémique. ■



Pour Brigitte Fouré, maire d'Amiens, il s'agit d'un documentaire « guidé par le voyeurisme irrespectueux des personnes ».



---

---

# VP15 - SANTÉ

---

---

## La néphrologie, l'ophtalmologie, la cardio et la dermato : les spécialités les plus prisées par les étudiants en médecine

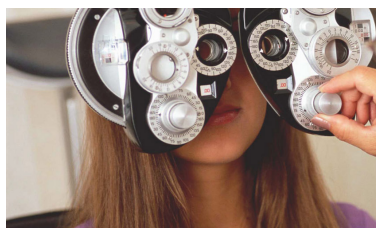
**P**armi les 30 spécialités médicales et chirurgicales proposées, les futurs médecins plébiscitent la néphrologie, l'ophtalmologie, la cardiologie et la dermatologie.

**D'ici quelques années, il ne devrait plus avoir de pénurie d'ophtalmologues** Depuis plusieurs années déjà, l'ophtalmologie est en tête des spécialités les plus prisées par les internes en médecine, selon le rapport de la Dress (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques).

A l'issue des épreuves nationales classantes, l'ophtalmologie est la 2ème spécialité à pourvoir tous ses postes et la plus plébiscitée selon l'indicateur d'attractivité.

Celui-ci intègre à la fois les vœux émis par les aspirants médecins, leur classement et le nombre de postes proposés.

Une fois le classement établi, le système de caste prévaut. Les premiers arrivés dans le classement se servent les plus belles parts. Mieux on est classé, plus on a l'embarras du choix. Un luxe ultime auquel n'accèdent que 35% du lot. Au-delà de la 4500ème place, peu de chance de faire partie du carré VIP du groupe 1, celui qui rassemble les huit disciplines les plus demandées : ophtalmologie, dermatologie, cardiologie, ORL, médecine interne, gastro-entérologie et néphrologie (médecine des reins). Exercées en libéral, elles sont également les plus rémunératrices.



Plus de la moitié des étudiants ont le choix entre les groupes 2 et 3. Le 2ème groupe compte 16 disciplines, plutôt liées à l'hôpital. La rhumatolo-

gie, médecine nucléaire, anesthésie, neurologie sont parmi les plus désirées par les étudiants.

### Médecine générale et du travail : « les vilains petits canards »

Tout en bas de l'échelle hiérarchique, les miettes du festin. Avec six spécialités au choix, surtout des professions salariées, le 3ème groupe peine à recruter des internes. La santé publique, la médecine générale et médecine du travail semblent être « les vilains petits canards ». Avec les plus bas indices d'attractivité, elles sont les trois spécialités à ne pas remplir leur effectif. Seulement 95% des postes d'internes prévus en médecine générale, 84% de ceux en santé publique et 65% de médecine du travail sont assurés.

Sources : *What'up Doc, L'Etudiant.* ■



HAUTS-DE-FRANCE

## -14% en moyenne de médecins généralistes

**A**u 1er janvier 2015, le tableau de l'Ordre recensait 281 087 médecins en France, soit +1,7% comparativement à l'année précédente. Parmi ces médecins, 215 539 sont en activité totale et 65 548 retraités dont 14 665 en cumul emploi retraite (activité libérale/mixte/salariée ou remplaçant).

Ces neuf dernières années, les médecins retraités enregistrent un accroissement de 75,1% de leurs effectifs tandis que le nombre d'actifs n'a augmenté, sur la même période, que de 1,2%.

Parmi les huit régions qui comptabilisent une baisse significative des effectifs en activité régulière, la région Ile de France se positionne au premier rang.

Sur la période 2007-2015, le nombre des médecins inscrits au tableau de l'Ordre des 8 départements de l'Ile de France a diminué de 6%. À l'opposé, sur la même période la région Pays de la Loire enregistre une hausse de

6% des effectifs des médecins inscrits au tableau de l'Ordre. Parmi ces 281 087 médecins, 58 104 sont en médecine générale soit -10,3% par rapport à 2007.



### Répartition dans les Hauts-de-France

. **Pas-de-Calais** : 4 502 médecins dont 1 251 en médecine générale.

. **Nord** : 11 303 médecins dont 2 455 en médecine générale. Ce qui fait au total pour le Nord/Pas-de-Calais 15 805 médecins soit 279,2 médecins pour 100 000 habitants dont 3 706 en médecine générale (-11,3%/2007).

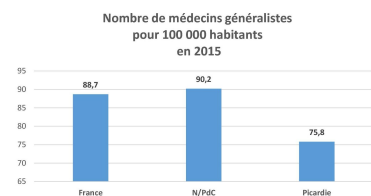
. **Somme** : 2 312 médecins dont 555 en médecine générale

(-12,8%/2007). Au total, la Picardie dénombre 6 073 médecins (230,9 pour 100 000 habitants). En France, en moyenne, il y a 281,4 médecins pour 100 000 habitants. La région PACA en compte 352.

**Baisse significative du nombre de généralistes** En France, en 2015, on compte 88,7 médecins généralistes et libéraux pour 100 000 habitants. En 2007, ils étaient 100,1.

. **Nord/Pas-de-Calais** : 90,2 médecins généralistes pour 100 000 habitants en 2015 contre 104,3 en 2007 (-13,5%).

. **Picardie** : 75,8 médecins généralistes pour 100 000 habitants en 2015 contre 88,8 en 2007 (-14,6%). ■



## Les hôpitaux les plus convoités par les futurs médecins



Le CHU de Lille est en 10ème position des hôpitaux les plus convoités par les futurs médecins.

**Q**uels sont les hôpitaux les plus convoités par les médecins en devenir? Selon le magazine What's up Doc, qui vient de

dévoiler son palmarès, le CHU de Nantes a la cote, en occupant la 1ère place.

Ce classement a été établi selon les vœux des 8.477 nouveaux internes en 2016. Le CHU de Nantes a ainsi gagné une place, se plaçant devant les Hospices de Lyon et le CHU de Montpellier.

Le CHU se place 1er dans de nombreuses spécialités comme la né-

phrologie, l'ophtalmologie ou la pneumologie.

**Palmarès des hôpitauxchoisis de préférence par les futurs médecins**1- CHU Nantes2- Hospices civils de Lyon3- CHU Montpellier-Nîmes4- CHU Rennes5- CHU Bordeaux6- CHU Grenoble7- CHU Strasbourg8- CHU Toulouse9- Hôpitaux de Paris10- CHU Lille24- CHU Amiens ■





## Les 10 meilleurs hôpitaux publics : Lille en première place

**I**ls réalisent un rare doublé. Les **CHU de Lille (1er) et Toulouse (2ème) arrivent à nouveau en tête de la 18ème édition du palmarès des 50 meilleurs hôpitaux publics étudiés pour la qualité de leurs spécialités médicales ou chirurgicales.**

Suivent le **CHU de Bordeaux (3ème)**, les hôpitaux universitaires de Stras-

bourg (4ème), l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris (5ème qui remonte), les **CHU de Montpellier (6ème)**, **Tours (7ème)**, **Nantes (8ème)**, **Rennes (9ème)** et **Nancy (10ème en hausse)**. Le Centre hospitalier universitaire de La Réunion fait pour la première fois son entrée dans ce palmarès, à la 43ème place.

Pour figurer au classement final de ce palmarès indépendant, un établissement doit fournir un service médical et chirurgical complet. Les établissements spécialisés en sont donc écartés mais apparaissent dans les classements spécifiques (cancers, maladies infantiles...). ■



---

---

# CARNET

---

---

## Philippe Poitel, le nouveau chef d'orchestre des MFR Hauts-de-France

PORTRAIT Philippe Poitel a pris ses fonctions de directeur de la Fédération régionale des MFR Hauts-de-France, le 17 août dernier.



Philippe Poitel est ce que l'on appelle un homme heureux. Heureux qui comme Ulysse a fait un long voyage en France, comme à l'étranger. Et heureux qui comme Ulysse rentre enfin chez lui. «*Pour moi, le summum de la proposition que pouvaient me faire les MFR, 'était de gérer les Hauts-de-France, car je suis Picard. Et même si, par nature, j'ai toujours été mobile, j'ai toujours eu le projet de revenir en Picardie*», confie-t-il. C'est désormais chose faite. Le voilà donc, depuis le 17 août, à la tête de la Fédération régionale des MFR Hauts-de-France, qui regroupe vingt-deux MFR.

Retour en Picardie, donc, mais aussi retour à la maison, comprenez les MFR. Issu d'une famille agricole, et après avoir couru le monde de 8 à 13 ans avec les Petits Chanteurs de la Croix de Bois, il passe un brevet de technicien agricole, avant d'enchaîner avec un BTS Traducopa (Transformation, distribution et commercialisation des produits alimentaires, ndlr). Son grand rêve est alors de reprendre une exploitation agricole. «*Ni mon père, qui était régisseur agricole dans une exploitation, ni moi, ne nous sommes finalement lancés*», raconte-t-il. Qu'importe. Philippe Poitel n'est pas du genre à se laisser arrêter par des projets contra-

riés. La vie offre suffisamment de chemins divers pour trouver sa voie.

Bien qu'attiré par le commerce agroalimentaire, il décide cependant de suivre des études supérieures en sociologie. Rien à voir, me direz-vous. Erreur. «*Le commerce a beaucoup besoin de la sociologie. Cela permet de comprendre les ressorts du fonctionnement des groupes et des sociétés*», explique-t-il. Puis, de toute façon, la nature humaine, qu'il a largement découverte au cours de ses voyages avec les Petits Chanteurs de la Croix de Bois, le fascine. Une nature qu'il a aussi approchée de près avec les jeunes en difficulté qu'accueillaient ses parents à la demande d'un ami prêtre. Le don de soi est une pratique courante chez les Poitel. Et, dans cet engagement, Philippe Poitel n'est pas en reste tout au long de sa jeunesse. Il est notamment responsable des pèlerinages hospitaliers de jeunes à Lourdes.

### Une approche globale du jeune

Leader naturel de groupes, et ayant le souci des autres, il n'hésite pas un instant, en 1994, quand il lit l'annonce de la MFR de Conty pour un poste de moniteur. «*Ce qui a retenu mon attention, c'est l'approche globale des jeunes proposée par les MFR. On ne se contente pas de les avoir en classe. On est avec eux également le soir lors des veillées et à l'internat. Cela change totalement la relation avec eux. Mais, surtout, cela nous permet de les connaître autrement. C'est là que j'ai*

*compris tout le sens de l'adage des MFR : apprendre autrement*», commente-t-il.

Cette place à part réservée aux jeunes le marque profondément, comme le côté très humain du mouvement. «*Ce qui compte dans les MFR, c'est la transmission et un savoir d'humanité*», indique-t-il. Et l'apprentissage de la vie de groupe. «*Le groupe, c'est génial. Avec lui, on va plus loin, on fait plus de choses, et on a plus d'idées ensemble*», s'enthousiasme-t-il. C'est dans ce même état d'esprit qu'il accepte, cinq ans plus tard, la direction d'une MFR à Angers alors qu'il vient avec son épouse d'acheter une maison dans la Somme. Porter plus haut les valeurs des MFR, manager une équipe et faire avancer ses idées l'animent tout au long de ses cinq années angeziennes. Il en sera de même durant les huit années suivantes qu'il passe à la direction d'une MFR en Haute-Savoie. «*Dans tous ces postes, ce que j'ai apprécié le plus, c'est la richesse des liens que l'on instaure avec toute l'équipe, les parents et les apprenants, ainsi que la dynamique qui s'en dégage. C'est un peu comme la musique. Le conseil d'administration écrit la partition, l'équipe joue l'orchestre, et le directeur est le chef d'orchestre. Au final, la musique qui en sort, ce sont les élèves. Plus le travail entre parents et équipe est bon, plus la musique est mélodieuse*», relate-t-il en mélomane qu'il est resté.

Faute de poste de directeur départemental ou régional libre, celui qui n'aime rien tant qu'avancer, décide

alors de changer littéralement de voie. Une autre raison l'anime : se rapprocher de la famille et de la belle famille. Avec femme et enfants, il pose alors ses valises en Mayenne, puis se lance dans l'immobilier. L'idée lui vient après une rencontre de personnes ayant monté un réseau immobilier. Ayant le goût des vieilles pierres, des maisons, comme de l'architecture intérieure, il décide de creuser le filon ouvert par ces personnes.

Peu satisfait cependant sur le plan humain, les rencontres étant trop brèves et les relations vite superficielles, il crée, en parallèle, une société de vente de confection à domicile. Là encore, l'idée lui a été soufflée par une rencontre avec un monsieur ayant exercé ce métier. «*Je ne*

*connaissais rien à la confection, mais grâce au soutien de cette personne, j'ai pu me lancer. Et, là, ce fut un vrai bonheur, car non seulement il était possible de nouer des relations avec les clients mais, en plus, c'était dans le milieu rural*», raconte-t-il. Reste que les MFR lui manquent. «*J'aime vraiment ce mouvement, comme ce côté où l'on décide ensemble. Dans les métiers que j'exerçais alors, même si je trouvais du bonheur, cela n'avait rien à voir avec ce que j'avais vécu et qui m'avait tant plu*», avoue-t-il.

### Retour à la « maison »

Aussi celui qui est toujours resté en lien avec le réseau MFR n'hésite-t-il pas à reprendre contact quand il apprend que le poste de directeur de la Fédération régionale des MFR Hauts-

de-France est à pourvoir. La suite, on la connaît. L'Union nationale des MFR propose sa candidature au conseil d'administration de la Fédération régionale. Il est choisi. Le voilà de retour dans sa région et à la «*maison*» MFR.

Si remplacer Pierre-André Leleu n'est pas tâche aisée, cela ne l'intimide nullement. «*Je suis né pour remplacer des monuments. C'était ainsi à Angers, comme en Haute-Savoie. C'est de nouveau le cas ici*», plaisante-t-il. Certes, il n'a pas la même conduite en voiture que Pierre-André Leleu, dit-il en riant, mais, comme lui, c'est un chef d'orchestre qui sait donner le tempo et fédérer, tout en respectant les autres. ■

*par Florence Guilhem*

#### ENCADRÉS DE L'ARTICLE

---

« *Ce qui compte dans les MFR, c'est la transmission et un savoir d'humanité.* »



---

---

# DIVERS

---

---

## Le sous-préfet attendu à Eolys

**L**es membres de l'aéro-club de la Lys et de l'Artois ne baissent pas les bras. Ils font tout pour maintenir le meeting aérien programmé le 18 septembre à Eolys. Il s'agit de bien cadrer la sécurité et de trouver un accord avec le sous-préfet du Nord. Vendredi, ils feront visiter la base Eolys à Éric Étienne, à qui ils ont présenté, mardi soir, leur nouveau plan de sécurité. Un plan basé sur l'expérience vécue le week-end dernier lors du meeting aérien de Saint-Quentin (02), la ville de Xavier Bertrand, le président de Région. « Tout ça ne se fait pas gratuitement, c'est sûr, mais si on arrive à convaincre le sous-préfet... », lâche André Jonghmans.

### Tout a basculé après l'attentat de Nice

Le président de l'aéro-club ne veut pas voir le fruit d'un an de travail réduit à néant à cause de la menace terroriste, d'autant que la Patrouille de France doit être la star d'un évé-

nement de haute voltige pour la base de loisirs Eolys. « Le dispositif en place avant le 14 juillet avait été validé », continue l'homme. Mais ça, c'était avant qu'un homme lance son camion dans la foule sur la promenade des Anglais à Nice. L'aéro-club et la communauté de communes Flandre-Lys (CCFL) seront fixés vendredi soir sur l'avenir de la manifestation, un événement chiffré à 90 000 euros, dont la facture pourrait considérablement s'alourdir.

### Des bénévoles déterminés

« Le sous-préfet nous demande un agent de sécurité agréé pour 100 visiteurs. Nous en attendons entre 10000 et 20 000 », pointe Bruno Ficheux. Le président de la CCFL se voit mal financer 200 agents de sécurité (88000 euros) et enrocher 1,3 km de clôture. Mais il a décidé de soutenir l'aéro-club dans sa volonté de maintenir le meeting. En posant ses conditions : pouvoir couper la D 945, sur la partie

qui donne accès au site ; diminuer le nombre d'agents de sécurité, obtenir la présence de militaires de l'armée de l'Air et poursuivre la vente d'espace VIP. « Les gens de l'aéro-club sont extrêmement déterminés. Moi, je dis Attention à la responsabilité, fait remarquer l' élu. Ce que le préfet demande, c'est normal, mais pas gérable à terme. Comment se fait-il que la sécurité du territoire soit de la responsabilité des communes ? Nous entrons dans une période d'austérité festive ! » Si le nouveau plan de sécurité n'est pas validé vendredi, l'annulation du meeting coûtera 8000euros, qui ont déjà été engagés par l'aéro-club. Au-delà de l'aspect financier, c'est aussi la valorisation du territoire Flandre-Lys et de l'aérodrome qui est en jeu. André Jonghmans veut y croire : « Si le sous-préfet vient avec le SDIS et les gendarmes visiter Eolys, c'est déjà engageant. » Audrey Rohrbach-Minette ■

